

INFOS Hebdo

Par le Sénateur Robert del PICCHIA, avec Olivia RICHARD et Laurence de SAINT SERIN

Pourquoi une participation si catastrophique ?

Un petit 20% de participation qui ouvre la question de la pertinence de ces législatives à l'étranger.

L'inédit de cette élection à l'étranger, mais aussi la répétition des tours de scrutin sur une courte période, l'expliquent en partie.

Nous avons pourtant porté à l'AFE et au Sénat des réformes indispensables pour une meilleure participation, comme l'allongement de la campagne avant le 1^{er} tour, puis celui du délai entre les deux tours, la communication des listes électorales aux candidats (qui a conduit à des excès qui devront être encadrés) et surtout le vote par Internet (notre loi de 2003). Un mode de participation « indispensable » pour les Français de l'étranger. La preuve : 56% des votants l'ont utilisé au premier tour, 53,5% au second. Exigences sur la sécurité de l'e-vote, certes oui, mais elle ne doit pas être la seule préoccupation. C'est ce qui a provoqué les impossibilités d'utilisation. De même que l'envoi des codes, les incompatibilités, sans parler des « javas » à danser... Les plaintes ne manquent pas. Le vote par correspondance postale, vote jusque-là privilégié par les Français de l'étranger, a été victime d'une préinscription obligatoire annoncée trop tardivement, mais aussi du matériel de vote arrivé... après le vote, sans parler de l'obligation nouvelle de joindre la photocopie de la carte d'identité qui aura eu raison semble-t-il, de la moitié des bulletins envoyés... Il ne s'agit plus de « chercher l'erreur » mais bien plus de convaincre l'administration de ses erreurs. D'autant que les recours qui ne manqueront pas soulèveront ces problèmes...

Robert del Picchia

MONDE

Confusion et tensions en Egypte. La mort d'Hosni MOUBARAK, récemment condamné à la prison à perpétuité, a été annoncée par l'agence officielle Mena. Elle a été démentie par l'un des généraux du Conseil suprême des forces armées (CSFA), qui le dit « *dans un état critique* ». L'avocat de MOUBARAK déclare que « *il a été soigné et est dans un état stable* »... De plus l'annonce des résultats de la 1^{ère} élection présidentielle prévue pour ce jeudi, a été reportée *sine die*. La Commission électorale dit avoir besoin de plus de temps pour examiner des recours engagés par les candidats. L'ultime Premier ministre de MOUBARAK, le général à la retraite Ahmad CHAFIQ, et le candidat des Frères musulmans Mohammed MORSI, ont tous deux clamé leur victoire. Enfin l'armée s'est attribuée récemment de larges pouvoirs après l'annulation de l'ensemble des élections parlementaires.

Le G20 s'engage. Promouvoir la croissance et l'emploi pour relancer l'économie mondiale. Les pays de la zone euro se sont engagés au Mexique à défendre leur monnaie unique face aux attaques des marchés. Le FMI jouera aussi son rôle. De nouvelles ressources lui ont été promises par ses membres, a annoncé la directrice générale. Christine LAGARDE a précisé : 456 milliards de dollars dont 43 milliards venus de la Chine. Le FMI reste la ligne de défense la plus crédible contre la contagion de la crise en zone euro. Les puissances émergentes des BRICS ont toutefois posé leurs conditions avant de verser davantage d'argent au FMI : 1) que le Fonds soit à court d'argent et 2) qu'il ait mis en œuvre une réforme pour donner plus de droits de vote à ces pays émergents.

La Syrie s'est incrustée au sommet de Los Cabos, mais la Russie et la Chine n'adhèrent toujours pas à un plan international. Barack OBAMA a été contraint de l'admettre : « *Je ne pense pas qu'on puisse dire à ce stade que les Russes et les Chinois sont acquis à notre cause* ». Pour François HOLLANDE « *puisque les observateurs se sont retirés il faut trouver une solution politique ; celle du départ d'ASSAD* ». Pendant ce temps, les massacres continuent. La ligue arabe appelle Moscou à ne plus livrer d'armes à Damas.

Sommet écolo à Rio, pollué de critiques. Creux et décevant. Ce sont les adjectifs utilisés par nombre d'observateurs et de participants. La déclaration finale ne mentionne ni calendrier, ni objectifs chiffrés et appelle les pays à poursuivre leurs « *objectifs de développement durable* ». Le président, François HOLLANDE, a regretté les « *insuffisances* » de ce texte. Il a déploré que la proposition française de financement de programmes de développement par le biais d'une taxe sur les transactions financières n'ait pas été retenue. Barack OBAMA, Vladimir POUTINE et Angela MERKEL n'avaient pas fait le déplacement.

Nucléaire iranien. Accord sur le désaccord. Après deux jours de négociations à Moscou, les grandes puissances et l'Iran ont rapproché leurs points de vue. « *Les sanctions continueront d'être durcies tant que l'Iran refusera de négocier sérieusement* », a déclaré le ministre français des Affaires étrangères, qui a évoqué « *la pleine application le 1^{er} juillet par l'UE de l'embargo pétrolier décidé en janvier dernier* ».

EUROPE

La passe anglaise ou l'humour britannique ?

« *Quand la France instituera un taux de 75% pour la tranche supérieure de l'impôt sur le revenu, nous déroulerons le tapis rouge et nous accueillerons plus d'entreprises françaises, qui paieront leurs impôts au Royaume-Uni* ». Déclaration du Premier ministre David CAMERON. Réponse du ministre français du Travail, Michel SAPIN : « *Je ne sais pas comment on fait pour dérouler un tapis rouge au travers* » de la Manche, « *il risque de prendre l'eau* ». Et d'ajouter : « *Je pense que c'est un propos qui lui a échappé* ».

Les marchés restent sous tension, après l'émission obligataire à haut risque de l'Espagne, qui a emprunté 3 milliards d'euros sur 12 et 18 mois à des taux très élevés, alors que le pays va faire l'objet d'un plan de sauvetage européen pour ses banques. Une deuxième étude plus approfondie du secteur sera finalement publiée en septembre, et non fin juillet comme prévu.

La déprime des investisseurs... Le moral des investisseurs allemands a chuté, confirmant le sentiment que la première économie européenne n'est pas immunisée.

... **Et des industriels français**, dont le moral est retombé à son niveau du début de l'année et augure d'une activité en berne, au moment où le gouvernement a ouvert la voie à une révision des prévisions de croissance.

Antonis SAMARAS, de la Nouvelle Démocratie grecque, à la tête d'un gouvernement de coalition. Il a obtenu le soutien des socialistes du Pasok et du parti de gauche modérée Dimar. M. SAMARAS a souligné que la Grèce respecterait ses engagements. « *Nous devons dans le même temps procéder aux amendements nécessaires à l'accord de renflouement, afin de soulager la population face à un chômage persistant et aux énormes sacrifices qui lui sont demandés* », a-t-il cependant ajouté.

AFRIQUE, AMERIQUE, ASIE

Le prince Salman, nommé « héritier du trône ». Le ministre saoudien de la Défense a été désigné par un décret royal au lendemain des obsèques du prince Nayef. Agé de 76 ans, il est en outre promu vice-Premier ministre et conservera le portefeuille de la Défense. Son plus jeune frère, le prince Ahmed ben ABDELAZIZ, a quant à lui été nommé ministre de l'Intérieur. Le roi Abdallah, 89 ans, reste chef du gouvernement.

FRANÇAIS DE L'ETRANGER & AFFAIRES ETRANGERES

Les 11 premiers députés élus par les Français de l'étranger. Dans l'ordre des circonscriptions :

- 1 – Corinne NARASSIGUIN (PS), élue avec 54,01% des voix.
- 2 – Sergio CORONADO (EELV), élu avec 53,6% des voix.
- 3 – Axelle LEMAIRE (PS), élue avec 54,76% des voix.
- 4 – Philip CORDERY (PS), élu avec 53,16% des voix.
- 5 – Arnaud LEROY (PS), élu avec 52,67% des voix.
- 6 – Claudine SCHMID (UMP), élue avec 57,54% des voix.
- 7 – Pierre-Yves LE BORGNE (PS), élu avec 56,90% des voix.
- 8 – Daphna POZNANSKI-BENHAMOU (PS), élue avec 55,88% des voix.
- 9 – Pouria AMIRSHAHI (PS), élu avec 62,39% des voix.
- 10 – Alain MARSAUD (UMP), élu avec 53,13% des voix.
- 11 – Thierry MARIANI (UMP), élu avec 52,15% des voix.

Pour plus d'informations sur ces candidats élus, consulter rfeinfos.fr, rubrique « Les 11 députés élus par les Français établis hors de France ». Vous y trouverez des éléments de biographie, leurs priorités pour les Français de l'étranger... <http://rfeinfos.fr/2nd-tour-des-legislatives-les-candidats-par-circonscription/>

Mouvements à l'AFE au 30 juin.

Yves JOSEPH succède à Wladimir CHOSTAKOFF décédé récemment.

Hélène DEGRYSE, succède à Tanguy LE BRETON démissionnaire.

RFE Infos souhaite la Bienvenue à Hélène DEGRYSE d'Amsterdam qui va donc exercer la deuxième partie du mandat de Tanguy LE BRETON et à Yves JOSEPH qui succède à Wladimir CHOSTAKOFF et qui connaît bien l'AFE puisqu'il a été membre du CSFE.

Bureau de l'Assemblée des Français de l'étranger cette fin de semaine. A noter que la présentation des nouveaux députés aura finalement lieu ce vendredi, à 11h15. L'intervention de la Ministre déléguée chargée des Français de l'étranger est désormais prévue le même jour à 12h. Un débat a ensuite été organisé entre les élus et la Ministre. Les travaux reprendront à 15h, avec une « *présentation du bilan de l'organisation des élections* » par l'administration.

POLITIQUE INTERIEURE

Majorité absolue du PS à l'Assemblée nationale.

C'est la 2^e fois dans l'histoire, après mai 1981. Le PS obtient 280 sièges, les Radicaux de gauche 12, les Écologistes 18, et 22 Divers gauche. Le PS et ses alliés avaient 204 sortants. Tous les ministres du gouvernement AYRAULT qui se présentaient ont été élus ou réélus. Le PS enregistre néanmoins la défaite de Ségolène ROYAL à La Rochelle, largement battue par le candidat dissident. L'ancienne candidate socialiste à la présidentielle a assuré qu'elle continuerait « à peser sur les choix de la politique nationale ». A noter également que l'ancien ministre Jack LANG n'a pas conquis le nouveau siège qu'il brigait.

L'UMP réduite à 202 députés. Ses alliés du Nouveau centre ne sont plus que 12. On compte 15 divers droite. Parmi les personnalités battues : Nadine MORANO, Michèle ALLIOT-MAIRE, Hervé NOVELLI, Claude GUÉANT, Renaud MUSELIER. En revanche, Xavier BERTRAND et Nathalie KOSCIUSKO-MORIZET, qui figuraient sur la liste noire du FN et étaient en ballottage difficile, ont été réélus.

Gouvernement AYRAULT 2. On prend les mêmes et on ajoute... Le gouvernement devait être connu dans la soirée. Il ne devrait comporter que 2 noms supplémentaires. Il s'agirait d'un ministre du commerce extérieur et un ministre délégué à la Formation professionnelle. On évoque R. HUE et A. ROUSSET.

Claude BARTOLONE au perchoir. Le député a été élu au 1^{er} tour avec 127 voix, candidat des députés socialistes à la présidence de l'Assemblée nationale. 59 voix se sont portées sur Jean GLAVANY ; 50 sur Elisabeth GUIGOU et 22 pour Daniel VAILLANT.

L'Assemblée nouvelle est arrivée. Son visage est profondément modifié. **40% de nouveaux élus.** 234 nouveaux députés font leur entrée, dont 134 socialistes. Ils n'étaient que 132 nouveaux élus il y a 5 ans.

Plus de jeunes. L'élection de Marion MARÉCHAL-LE PEN, une étudiante de 22 ans, en est l'exemple. S'il n'y a que 2 élus de moins de 30 ans, les trentenaires y font une percée importante : 37, contre 21 auparavant. La moyenne d'âge reste toutefois autour de 55 ans.

Plus de femmes. 155 femmes siègeront, contre 107 dans la précédente, soit un ratio de 26,86% contre 18,5% il y a 5 ans. Le PS a envoyé dans l'hémicycle 106 députées, soit 2 fois plus qu'en 2007. Les Écologistes respectent la parité, tandis que l'UMP n'affiche que 14% de députées (27 sur 194).

Christian JACOB à la tête du groupe UMP à l'Assemblée. Ce proche de Jean-François COPE, a recueilli 117 voix contre 63 pour Xavier BERTRAND, allié à François FILLON, et 17 pour Hervé GAYMARD. JACOB a aussitôt appelé à « l'unité » alors que tous les regards se tournent déjà vers le match qui opposera Jean-François COPE à François FILLON pour la présidence de l'UMP.

Bruno LE ROUX présidera le groupe PS à l'Assemblée. Ce très proche de François HOLLANDE était ultra favori. Il était seul en lice.

BORLOO Président. Selon l'annonce, « il reprend le flambeau du centre » en ayant été élu président du nouveau groupe centriste à l'Assemblée nationale. Il s'appelle « l'Union des démocrates et indépendants » (UDI). Ce groupe, qui rassemble des indépendants, des radicaux et des centristes, comprend déjà 17 membres, a précisé l'ancien ministre de l'Ecologie, en expliquant qu'il avait vocation à accueillir d'autres parlementaires. Parmi ses premiers membres, l'UDI compte notamment les 5 « dissidents » du Nouveau Centre et plusieurs députés UMP. Avec seulement 7 députés proches de lui, Hervé MORIN, qui espérait avoir son propre groupe et conduire la recomposition des centristes, n'était pas en position de s'imposer.

L'heure du bilan ? Pour Bruno LE MAIRE, ancien ministre de l'Agriculture, l'UMP « n'a pas besoin d'écuries » de différents candidats à la présidence du mouvement. Pour lui, il faut « éviter les conflits de personnes, ils viendront bien assez tôt en politique. Essayons de regarder sur le fond comment est-ce que nous pouvons proposer une alternative crédible au PS qui a aujourd'hui tous les pouvoirs ». Bruno LE MAIRE n'exclut pas être candidat à la présidence de l'UMP, en novembre, si ses idées ne sont pas reprises par « les grands candidats ». Jean-Pierre RAFFARIN avait plus tôt dénoncé la « dérive droitière » de l'UMP pendant la campagne électorale, rejoignant ainsi la sénatrice et ancienne ministre, Chantal JOUANNO. « On parle trop de personnes » a mis en garde l'ancienne ministre, ancienne porte-parole du candidat, Nathalie KOSCIUSKO-MORIZET. Selon elle, « il y a une refondation à faire de l'UMP et de la droite. Elle se passe d'abord sur les valeurs et sur les propositions ».

PS : la bataille du Congrès. Il se tiendra du 26 au 28 octobre. Plusieurs villes sont candidates pour l'accueillir et le choix sera validé la semaine prochaine. La succession de Martine AUBRY est ouverte. Deux candidats se sont pour l'instant déclarés : Harlem DÉsir et Jean-Christophe CAMBADÉLIS. D'autres noms circulent, comme celui de François REBSAMEN, actuellement président du groupe socialiste au Sénat. Ségolène ROYAL, au soir de la défaite à la Rochelle, a dit « n'exclure aucune piste ». Reste à savoir si l'actuelle patronne de la rue de Solferino pense passer la main. Elle a indiqué à plusieurs reprises qu'elle ne quitterait la direction du parti que si « les conditions » sont « réunies ».

Un petit nouveau au Conseil constitutionnel. Comme la constitution le prévoit pour les anciens présidents, Nicolas SARKOZY a siégé pour la première fois au Conseil constitutionnel. L'ancien président de la République a participé à l'examen de deux questions prioritaires de constitutionnalité.

PARLEMENT

Le Parlement de nouveau sur les bancs. Après l'interruption de séance pour cause d'élections à l'Assemblée, le Président devrait convoquer le Parlement en session extraordinaire à compter du mardi 3 juillet prochain. Discours de politique générale par le Premier ministre à l'Assemblée et parallèlement lecture de la déclaration par Laurent FABIUS au Sénat. Puis débat et vote.

Il y a cent ans, le 10 juin 1912, s'éteignait Frédéric PASSY, député de Paris de 1881 à 1889 et lauréat du premier prix Nobel de la paix, en 1901, conjointement avec le Suisse Henri DUNANT, fondateur de la Croix-Rouge. Frédéric PASSY a milité pendant trente ans pour tenter de garantir la paix par l'arbitrage international. À partir de 1872, il préside la Société pour l'Arbitrage entre les Nations. « *Homme de travail, de concorde et de paix* », comme il se définissait lui-même dans sa profession de foi, Frédéric PASSY qui vécu plusieurs années à l'étranger est aussi à l'origine de la cour de La Haye et de l'Union interparlementaire, premier forum permanent de négociations politiques multilatérales créé en 1889 qui réunit aujourd'hui 159 Parlements.

Sénat

Pas touche à la dissuasion. Les sénateurs UMP de la commission des affaires étrangères ont réagi aux propos de Michel ROCARD. Il évoquait la suppression de la force nucléaire pour raison d'économie. Ce serait irresponsable disent les sénateurs, qui poursuivent : « *Il en va de la sécurité internationale et de la sécurité de la France à l'heure où les risques de prolifération nucléaire menacent la sécurité du monde* ». Avec Jean-Claude GAUDIN, président du groupe UMP au Sénat, ils réaffirment leur attachement profond à la dissuasion nucléaire française qui donne au pays une crédibilité sur la scène internationale et mettent en garde le gouvernement contre toute tentative de transformer le budget de la défense en variable d'ajustement. Le Président François HOLLANDE a répondu en marge du sommet de Rio qu'il n'était pas question de renoncer à la dissuasion nucléaire.

Le Sénat pour une agence de notation privée européenne. La commission sénatoriale souhaite dans ses conclusions qu'elle prenne une dimension mondiale afin de faire contrepoids aux agences anglo-saxonnes. Ces dernières ont été très décriées ces dernières années pour ne pas avoir su anticiper faillites d'entreprises et crises économiques majeures.

ECONOMIE & DEFENSE

En grande difficulté, Air France réduit la voilure. La compagnie aérienne française, dont l'Etat détient 14%, a annoncé la suppression de 5.122 postes d'ici fin 2013. L'effectif total est aujourd'hui de 49.301 salariés. Selon Air France, 1.712 des 5.122 postes supprimés correspondent à des départs naturels non remplacés, et 3.410 au sureffectif estimé de la compagnie, dont 2.056 personnels au sol. La suppression s'effectuera sans licenciement, sauf en cas d'échec des négociations avec les syndicats qui pourrait alors entraîner des « *départs non volontaires* ». A la bourse l'action a augmenté de 6%.

Quatre A 380 pour la Russie. La 2^e compagnie aérienne de Russie, Transaero, a signé une commande ferme de quatre A380 pour un montant total de 1,7 milliard de dollars au prix catalogue. C'est une première en Russie pour l'avion géant du groupe européen Airbus.

Stabilisation de la croissance de Facebook aux Etats-Unis. Le n°1 mondial des réseaux sociaux a attiré 158,01 millions de visiteurs uniques aux Etats-Unis en mai, contre 158,69 millions en avril et 158,93 millions en mars. Le groupe de Mark ZUCKERBERG est sous le feu des critiques pour la gestion de son introduction en Bourse en mai. L'action Facebook, qui avait plongé sous les 20 dollars est aux alentours de 31,60 dollars à Wall Street.

Une nouvelle taxe de 3% sur les dividendes. Elle va être instaurée dès cet été. Le Parlement sera appelé à la voter cet été. Objectif : 800 millions d'euros par an à l'Etat. Le nouvel impôt sur les dividendes serait acquitté à la source par les entreprises qui distribuent ces sommes à leurs actionnaires. Par ailleurs, le gouvernement veut aussi relever la taxe sur les transactions financières, instaurée à la toute fin du quinquennat SARKOZY, car les recettes provisionnées, environ 1,1 milliard d'euros par an, ne seront pas atteintes.

Finances en révision. La rigueur se dessine. Le budget rectificatif, qui devrait comporter de nombreuses hausses d'impôts, sera présenté le 4 juillet en conseil des ministres. Il aura été précédé par la présentation le 2 de l'audit de la Cour des comptes, qui confirmera l'ampleur des mesures nécessaires pour tenir l'objectif de baisse du déficit à 4,5% du PIB fin 2012 et 3% fin 2013. Le gouvernement a d'ores et déjà prévenu qu'il manquait une dizaine de milliards d'euros cette année. Ces milliards devant être trouvés en urgence, une hausse rapide des prélèvements est l'option la plus probable. L'embauche de quelque 65.000 fonctionnaires de plus sur 5 ans dans l'Education nationale, la Justice et l'Intérieur, tout en maintenant constant le nombre de fonctionnaires d'Etat, se traduirait par le non remplacement de deux départs en retraite sur trois dans les autres ministères, soit une baisse de 2,5% de leurs effectifs. Démenti de Matignon et de Michel SAPIN et François HOLLANDE : « *le nombre global ne sera pas diminué* ».

SANTE & SOCIETE

L'environnement stratégique de 2040. Les deux à trois prochaines décennies devraient constituer une période de transition géopolitique qui verra se clore l'ère de la domination occidentale, ouverte au XVI^e siècle. En 2040, la page de la pax americana, ou monde « unipolaire », inaugurée avec l'effondrement du bloc soviétique, devrait être tournée, suggèrent les experts du ministère de la Défense. Ils ajoutent : « *Ce mouvement devrait se traduire par un désinvestissement américain significatif dans certaines zones -notamment en Europe - et s'accompagnera par le basculement, déjà engagé, du dispositif militaire vers l'Asie-Pacifique* ». Pour la Délégation aux affaires stratégiques (DAS) du ministère de la Défense qui tente d'anticiper le rapport Horizons stratégiques, il y a un « *risque de repli national* » des pays européens.

Des radars à la « tronçonneuse ». Finie la photo, les nouveaux radars seront beaucoup plus efficaces. Ils enregistrent le passage des voitures sur tout un tronçon. Un premier radar déclenche le chrono puis un second l'arrête à la fin d'un tronçon. L'ordinateur calcule la vitesse et la sanction tombe. Le premier de ces radars à la tronçonneuse a été installé ce 20 juin, jour de l'été, dans un tunnel...

Violences conjugales. Le numéro dédié (3919) a traité 42.140 appels en 2011. L'association Solidarité femmes relève que le nombre d'appels enregistre des pics lors des campagnes d'information et réclame que celles-ci soient plus régulières.

Marc HENRY élu Grand Maître de la Grande Loge de France (GLDF). Lors de son convent qui s'est tenu à Paris. Dans un premier communiqué Marc HENRY souligne « *l'importance de la méthode maçonnique en ces temps troublés où l'homme est à la recherche de valeurs et de perspectives pour trouver un sens à sa vie, au-delà des contingences matérielles et au service de la société* ». La GLDF, qui revendique 34.000 membres, assure être la plus ancienne obédience maçonnique de France.

Le CSA ne sanctionnera pas... les chaînes de télévision qui ont diffusé dimanche avant 20h les propos tenus par Ségolène ROYAL, concernant sa défaite au 2^e tour des législatives. Si « *le Conseil a constaté un manquement de certaines télévisions et radios* », il a justifié sa décision « *en raison des circonstances particulières et notamment l'heure de diffusion de l'allocution de Mme ROYAL et du fait que le scrutin était clos dans la circonscription concernée* ». Le Conseil précise : « *cette tolérance ne saurait avoir valeur de précédent pour les prochaines consultations électorales* ».

Valérie TRIERWEILER dit avoir « commis une erreur ». Selon des témoignages de confidents recueillis par Le Parisien, « *elle n'a pas bien calculé les conséquences que son tweet aurait sur l'autorité du chef de l'Etat, sur le PS, sur ces enfants et ceux de François HOLLANDE* », assure un autre ami auprès du quotidien. La compagne du Président va s'astreindre à un peu plus de « réserve » et de prudence, même si elle gardera son compte Twitter, assure encore le quotidien.

SPORTS

Football – Euro 2012. Les Bleus très pales... 0-2 contre la Suède. La France termine deuxième de son groupe et affrontera la redoutable équipe d'Espagne en quart de finale de l'Euro. Les anglais éliminent l'Ukraine 1-0 et joueront contre l'Italie.

CARNET – NOMINATIONS

« BUUUT et 3/0 ! La France est championne du monde. Après avoir vu ça on peut mourir tranquille ! » Phrase du monument du foot. Thierry ROLAND, Lors du championnat du monde de 98. Le plus célèbre des commentateurs sportifs a finalement rejoint la « grande prairie » comme il aimait à le dire sans avoir pu commenter l'Euro 2012. Il a commenté pas moins de 1.300 matchs et 13 championnats du monde. Les obsèques ont eu lieu ce jeudi après à la basilique sainte Clotilde.

Olivier CHAMBARD, consul général de France à Londres.
Denis BARBET, consul général de France à Atlanta Casablanca.
Didier LARROQUE, consul général de France à Rabat.
Sameh SAFTY, consul général de France à Annaba.
Gilles FAVRET, consul général de France à Atlanta.

INFOS Hebdo, tous droits réservés.

Edition : Robert del PICCHIA, avec Olivia RICHARD et Laurence de SAINT SERNIN.

Clause de responsabilité : la Rédaction s'efforce de diffuser des informations équilibrées, exactes et à jour, mais sans garantie. Les informations contenues dans INFOS Hebdo ne sont données qu'à titre indicatif. La responsabilité ne peut être engagée sur la seule base des informations dispensées dans cette publication.

Cabinet parlementaire – tél : + 33 1 42 34 26 87
r.delpicchia@senat.fr